

# Les débuts de l'enseignement supérieur

Le Luxembourg, à l'exception de la capitale, s'est joint en 1830 à la révolution belge contre Guillaume Ier d'Orange-Nassau. Ceci amène le Roi Grand-Duc à essayer d'écarter les jeunes Luxembourgeois des universités belges, foyers spirituels de la révolte contre la domination orangiste. A partir de 1832, les grades académiques acquis en Belgique ne sont plus reconnus; en 1835 un arrêté impose aux étudiants la fréquentation exclusive des pays de la Confédération germanique, dont le Luxembourg fait partie depuis le Congrès de Vienne. Cette politique de germanisation entreprise pour des raisons politiques se poursuit en 1837 par la «réforme Friedemann»<sup>1</sup>. Elle a pour but exclusif de faire de l'Athénée une école préparatoire aux universités allemandes et abolit les cours académiques rétablis en 1817. Ainsi le Luxembourg est dépourvu de tout embryon d'enseignement supérieur.

## Indépendance et souveraineté nationale

Lorsque le pays accède à l'indépendance en 1839, il s'agit de le doter d'une administration et des institutions politiques nécessaires. Il est évident qu'une importance majeure revient alors au problème de la formation des futures élites, destinées à remplacer les fonctionnaires étrangers et à jouer un rôle-clé dans la société. Les mesures prises par Guillaume I<sup>er</sup> en 1835 et 1837 font que l'enseignement supérieur est centré uniquement sur l'Allemagne. Mais la spécificité du pays réclame autant de contacts avec les pays francophones. Les désavantages pour les Luxembourgeois – et pour l'Etat – par rapport à l'époque où ils ont pu fréquenter librement les universités belges sont importants. En plus d'aucuns se posent des questions sur la valeur des diplômes ob-

tenus à l'étranger. Il faut donc trouver un système qui donne à la société et au jeune Etat en voie de création plus de garanties quant au savoir des jeunes gens qui reviennent des universités étrangères. Par ailleurs, les professeurs de l'Athénée réclament une réforme de l'enseignement moyen (c.à.d. secondaire) et un rétablissement des cours académiques abolis en 1837.

En 1840, l'accession au trône de Guillaume II marque la fin de la politique de réaction et de germanisation pratiquée par son père. Des réformes peuvent enfin être réalisées. La Constitution de 1841, tout en restant vague, promet le libre choix des universités et constitue la base d'une politique universitaire<sup>2</sup> tenant davantage compte des besoins du pays. La réforme projetée est saluée par les défenseurs du libéralisme et combattue par les défenseurs de la réforme Friedemann.



*L'Athénée, à côté de l'église érigée par les Jésuites au 17<sup>e</sup> s., héberge les élèves du gymnase, de l'école industrielle (jusqu'en 1908) et des cours supérieurs.*





Guillaume II, Roi Grand-Duc de 1840 à 1849, rompt avec la politique réactionnaire de son père, y compris dans le domaine de l'enseignement supérieur.

# au Luxembourg

*l'Etat luxembourgeois, qui n'a pas de vraie université, s'octroie finalement la prérogative de conférer des grades académiques.*

Si on est unanime sur l'impossibilité de créer une vraie université au Luxembourg, la question du système à adopter en matière d'enseignement supérieur divise les esprits. On s'informe auprès des pays voisins pour trouver la formule la plus adaptée aux besoins du pays, méthode pratiquée avec succès dans d'autres domaines. Mais faut-il plutôt favoriser la solution allemande – comme le veulent les cléricaux – ou pencher vers le système belge, solution favorisée par les libéraux? Ce dernier confie les examens universitaires à des jurys composés de professeurs d'Etat auxquels on adjoint des hommes réputés et instruits, choisis dans tous les rangs de la société.

Les exigences d'un Etat souverain sont finalement décisives pour que le Luxembourg s'oriente au système belge. «Aujourd'hui la collation des grades est une affaire législative et administrative de chaque souveraineté»<sup>3</sup> déclare le député libéral Jurion. Pour le Gouvernement il est clair qu'il faut obliger les étudiants luxembourgeois à prouver devant des jurys indigènes qu'ils sont dignes d'occuper des fonctions publiques. Les grades académiques sont donc considérés comme un témoignage de capacité et non pas comme preuve de vastes connaissances scientifiques. Pour l'Etat, les examens constituent une précieuse garantie qu'on ne peut pas confier à des universités étrangères, d'autant plus que les Luxembourgeois les soupçonnent

de délivrer des certificats de complaisance. Une homologation pure et simple des titres étrangers est donc exclue. Tout au moins, on décide le rétablissement parallèle des cours supérieurs, permettant ainsi aux jeunes Luxembourgeois de préparer certains grades académiques dans le pays sans avoir à supporter les frais d'un séjour à l'étranger. Mais ces cours supérieurs, donnés dans le bâtiment de l'Athénée, sont tout au plus un embryon d'un enseignement universitaire. Ainsi l'Etat luxembourgeois, qui n'a pas de vraie université, s'octroie finalement la prérogative de conférer des grades académiques.

## La loi organique de 1848 et ses suites

Le système de la collation des grades ainsi que l'organisation des cours supérieurs sont ancrés dans la loi organique promulguée enfin le 23 juillet 1848. Traitant autant de l'enseignement moyen que de l'enseignement supérieur, elle est généralement considérée comme base de notre législation scolaire. Elle stipule que l'Athénée retrouve à sa tête des cours supérieurs préparant au grade de candidat (qu'on peut obtenir après une seule année d'études) en sciences physiques et mathématiques ainsi qu'au grade de candidat en philosophie et lettres. La partie sur la collation des grades apporte des innovations décisives: elle stipule que les grades sont conférés «par des

jurys d'examen dans le pays. Les grades académiques obtenus à l'étranger ne donnent aucun droit dans le Grand-Duché» (art. 20). Pour le droit et la médecine, les grades académiques complets (c.à.d. la candidature et le doctorat) sont dorénavant conférés au pays. La loi oblige cependant les jeunes gens de suivre, auprès d'universités de leur choix, des cours précis dont la matière fera l'objet des examens au Luxembourg.

Loin d'être parfaite, la loi de 1848 sera continuellement adaptée au courant de la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Ces adaptations, accompagnées de discussions passionnées, concernent les matières examinées, la création de nouveaux grades pour certaines professions ou l'adaptation des certificats de fréquentation aux réalités universitaires: il arrive qu'on exige la participation à des cours qui ne se donnent plus nulle part. A partir de 1882, la nécessité d'une réforme de l'enseignement moyen va déclencher une polémique sur la nature – et la raison d'être – des cours supérieurs. L'opposition principale vient du côté du Conseil d'Etat qui préfère une réorganisation des cours supérieurs à leur suppression, parce que celle-ci entraînerait par voie incidente une réforme de la loi sur les grades académiques. La discussion ressurgit au début du 20<sup>e</sup> siècle, mais c'est encore et toujours le sentiment national qui prévaut: l'argument le plus fort est qu'une abolition aurait nécessairement comme corollaire la suppression des grades académiques dans le pays et signifierait l'abandon «d'une partie de notre indépendance, si chère à juste titre à tous les petits pays et aux Luxembourgeois en particulier»<sup>4</sup>. Face à ces différends, la situation est bloquée: à la veille de la Première guerre mondiale, le Luxembourg vit avec une législation qui certes a connu des remaniements; mais les réformes substantielles concernant les cours supérieurs et la collation des grades ne sont pas réalisées.

## Une institution hybride: les cours supérieurs

Si les «cours supérieurs» provoquent d'après différends, c'est que leur nature prête matière à confusion. Ces cours, auxquels on peut accéder après avoir passé l'examen de maturité, se donnent dans le bâtiment même de l'Athénée et préparent à certains grades. Mais sont-ils à considérer comme la partie inférieure de l'enseignement supérieur ou plutôt comme la partie supérieure de l'enseignement moyen? C'est une question à laquelle les contemporains, députés et experts juridiques inclus, n'ont

## Les débuts de l'enseignement supérieur au Luxembourg

pas de réponse claire et unanime. En 1882, le Directeur de l'Athénée les qualifie d'«institution hybride» entre les études moyennes et les études supérieures, tandis que pour une partie de la conférence des professeurs il s'agit d'un amalgame de cours correspondant à une «(classe de) première mal organisée». Vingt ans plus tard, le jury pour la pharmacie les qualifie de «simulacre, une caricature de cours universitaires»<sup>5</sup>.

L'organisation pratique des cours supérieurs est sans doute à la base des incertitudes qui existent au sujet de leur nature. Aux termes de la loi organique de 1848, l'Athénée forme un ensemble de trois établissements distincts: cours supérieurs, gymnase et école industrielle. Mais en réalité, cette division des études n'est que factice: ainsi la section des sciences des cours supérieurs se compose en grande majorité de cours combinés avec les deux classes supérieures de l'école industrielle. Les étudiants s'inscrivent pêle-mêle aux cours de la «section des lettres» et de la «section des sciences» en vertu des matières exigées pour l'examen qu'ils veulent passer. Il existe un tel flou au sujet de l'organisation qu'il n'y a même pas unanimité quant au fait si on est en présence d'un seul ou de deux cours supérieurs. Ce n'est qu'en 1892 que les députés semblent sérieusement réfléchir sur le problème et se rallient majoritairement à la solution préconisée par le député Simons: «Mais jamais de la vie il n'y en a eu deux! Il y a des cours supérieurs, section des sciences, et il y a des cours supérieurs, section des lettres. Les cours supérieurs, section des sciences, sont donnés par des professeurs de l'école industrielle et les cours supérieurs, section des lettres, sont faits par des professeurs du gymnase – en dehors du gymnase – mais par des professeurs du gymnase. Voilà la réalité des faits.»<sup>6</sup> Les cours supérieurs ne remplissent donc que difficilement les conditions d'un enseignement universitaire, même si certains refusent de l'admettre.

La formation des professeurs n'est d'ailleurs pas nécessairement plus poussée que celle de leurs élèves: jusqu'en 1857, le grade de candidat, obtenu au pays après une année d'études, suffit comme qualification. Mais à partir de cette date, on exige le grade de docteur pour un nombre croissant de professeurs; en 1874 la loi en fait une obligation générale. Les exigences relatives à la formation des professeurs vont donc croissant, ce qui n'est pas le cas pour les traitements. Aucune indemnité spéciale n'est d'ailleurs offerte aux professeurs qui enseignent également aux cours

supérieurs. Est-ce une explication pour le nombre croissant de Luxembourgeois qui enseignent à des universités étrangères? A partir de 1885, leur nombre s'établit au-delà de dix. Force est donc de constater qu'il y a bien des Luxembourgeois capables de concourir au niveau d'enseignement universitaire international. Si de réelles infrastructures universitaires existaient dans le pays, celui-ci disposerait sans doute du personnel compétent nécessaire.

Les jeunes qui sortent de la première gymnasiale poursuivent en grande partie, parfois même en totalité, les cours supérieurs<sup>7</sup>: l'ambiance plus familière, voire familiale et l'économie d'argent sont autant d'explications que le fait que les professeurs font généralement partie des jurys d'examen. Les questions qu'ils y posent tiennent évidemment compte du contenu de leur cours. Jusqu'en 1884/85 on constate

une nette prédominance de la section des lettres, fréquentée par les étudiants qui se préparent au droit, à la philologie et à la théologie, les derniers étant inscrits comme élèves libres. L'intérêt pour la section des sciences monte considérablement vers la fin du siècle. Elle attire les jeunes qui se vouent à l'étude de la pharmacie, des sciences exactes et aux études industrielles.

Alors que partout en Europe les universités ouvrent leurs portes aux jeunes femmes, le Luxembourg est bien en retard par rapport à ses voisins. L'organisation des deux premiers lycées pour jeunes filles, créés en 1909 et en 1911, traduit la préoccupation du législateur de freiner autant que possible la poussée de jeunes filles vers la section latine qui seule donne accès aux études universitaires. Ce n'est qu'après la Grande Guerre, en même temps qu'elles se voient conférer le droit de vote, que les

*Le Coin de la rue  
Notre-Dame et de  
la rue de l'Athénée  
en 1938*



*Batty Fischer © Photothèque de la Ville de Luxembourg*



## DCT

Stadt Pœmburg.

Ein Anliegen der größten Tragweite liegt im gegenwärtigen Augenblicke der Regierung zur Genehmigung vor. Es handelt sich um den Antrag des **P. CATILLION**, betrefis Errichtung einer

## Univerŝitato

in der Stadt Zuerich.

Die unterschriebene Bewohner Luzern's, Stadtschreiber, Industrielle, Kaufleute, Handwerker, nehmen und bittend die Freiheit, unsern Gemeinderath zu ersuchen bei der hohen Regierung die zur Genehmigung des Antrags nöthigen Schritte zu thun.

Es ist wohl kaum möglich die großen sowohl intellektuellen als materiellen Vorteile eines der bedeutendsten Institute hervorzuheben. Bezahlungslos, kompetente Männer sind der Aufsicht, das die Aufsicht das Gelingen unserer nationalen Volkswirtschaften häufig fördert und das Ansehen der Staatsmacht in der ganzen Nation in einer anerkannten Weise befestigt wird. Es ist der hohe Lebensgenuss, daß das Unterrichten allen Einkommens eine Erleichterung der sozialen Stellung zum größten Vorteile gerechnet wird. — Das ist die Ursache, welche uns bewegen können das Bezahlungsverbot der Schulunterrichtsprojekte zu empfehlen.

Wir geben uns der Hoffnung hin, daß unsere so ergebene Stadtvertreter seinen Schritt zur Verwirklichung des fraglichen Unternehmens unterlassen werden, und wünschen

நீர்தாதுகூட,

Veranstaltung von 16. Juni 1881.

Jusqu'en 1881, l'Eglise catholique n'a d'ailleurs pas abandonné l'idée d'implanter une université catholique au Luxembourg. En 1867 l'Assemblée générale des associations catholiques de l'Allemagne est à la recherche d'un site pour une université catholique libre, c.à.d. dépendant uniquement de l'autorité de l'Eglise. C'est une perspective qui déclenche une vive activité dans les milieux cléricaux luxembourgeois. Le «Luxemburger Wort» publie toute une série d'articles dans lesquels il vante les avantages de la capitale et pour la capi-

Quelle est, dans un pays profondément catholique, l'influence de l'Eglise sur l'enseignement moyen et supérieur? Si l'Etat et la classe dirigeante issue de la bourgeoisie libérale se refusent obstinément à accorder la liberté de l'enseignement (c.à.d. l'autorisation d'écoles non soumises au contrôle étatique) que réclament les cléricaux, ils laissent au clergé en contrepartie une grande influence dans l'enseignement même. Il en profite largement. Le député libéral Robert Brasseur se plaint même d'une «cléricalisation de l'enseignement»<sup>8</sup>: à l'Athénée, le pourcentage des religieux dans le corps professoral se situe en moyenne autour de 20% de l'effectif global, sans compter les «Jésuites en courte robe» dont parle Brasseur. Les cours supérieurs comptent alors deux leçons hebdomadaires de religion, ce qui est justifié par le grand nombre d'étudiants désirant continuer leurs études au séminaire. Les élèves des cours supérieurs sont d'ailleurs forcés de participer aux processions, de se rendre aux confessions et d'assister à la messe le dimanche et le jeudi. La pièce maîtresse des cours supérieurs, le cours de philosophie, est fermement dans la

tale: «Luxemburg eine Universitätsstadt!  
 - wem lächelt nicht eine solche Zukunft?»<sup>10</sup>  
 Le Gouvernement semble acquis à l'idée et  
 promet un bâtiment et la réalisation d'une  
 loi sur la liberté totale de l'enseignement -  
 trop rapidement: le Conseil d'Etat, qui n'a  
 pas été consulté, s'y oppose tout comme  
 la Chambre des députés. Le problème se  
 résout d'ailleurs par lui-même, car la candi-  
 dature luxembourgeoise est rejetée et l'uni-  
 versité libre ouvre ses portes à Fribourg/  
 Suisse. Les cléricaux, soutenus par le quoti-  
 dien catholique, lancent un nouvel essai en  
 1881. Cette fois-ci ils propagent l'idée de  
 l'implantation d'une université des Jésuites,  
 expulsés de France. Encore une fois, la dis-  
 cussion prend fin pour des raisons externes  
 au pays. La pression des pays voisins contre  
 l'établissement des Jésuites au Luxembourg  
 fait que le jeune Etat cherche à ne pas don-  
 ner prétexte à leurs visées annexionnistes.  
 Le projet d'une université catholique est  
 définitivement abandonné.

En principe, les examens ont lieu à la fin septembre/début octobre, dans une salle de l'Athénée ou dans des endroits choisis en fonction de la composition des jurys et de l'objet des épreuves, comme le Palais de Justice pour le droit ou le Collège Médical pour la médecine. Les taux d'échec sont relativement bas pendant les premières décades pour atteindre progressivement des proportions considérables au tournant du siècle: 50 pourcent lors de la session 1901-1902 où 19 sur 70 candidats se sont même retirés au cours des épreuves. Les résultats

# Verordnungs- und Verwaltungsblatt des Großherzogthums Luxemburg.

## MÉMORIAL LÉGISLATIF ET ADMINISTRATIF DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

### Acte der Verwaltung.

**General-Administration  
der auswärtigen Angelegenheiten,  
der Justiz und der Culte.  
und vorläufig  
des öffentlichen Unterrichts.**

**Königlich-Großherzoglicher Beschluß,  
vom 1. September 1850,  
enthaltend die Ernennung der Mitglieder  
der Prüfungs-Jury für die Vertheilung  
der Grade.**

Wir Wilhelm III., von Gottes Gnaden,  
König der Niederlande, Prinz von Dranien,  
Nassau, Großherzog von Luxemburg etc. etc.

Nach Einsicht der Art. 34, 35 und 36 des Ge-  
setzes vom 23. Juli 1848, über den höheren und  
mittleren Unterricht;

Nach Einsicht des Geschäfts-Reglements für die  
Prüfungs-Jury und die Verleihung der Grade,  
vom 22. August 1849;

### Actes administratifs.

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA JUSTICE  
ET DES CULTES.  
ET PROVISOIREMENT  
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.**

**ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL,  
du 1<sup>er</sup> sept. 1850,**

*portant nomination des membres du jury  
d'examen pour la collation des grades.*

Nous GUILLAUME III., par la grâce de Dieu,  
Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-  
Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

Vu les art. 34, 35 et 36 de la loi du 23 juillet  
1848 sur l'enseignement supérieur et moyen;

Vu le règlement pour l'exercice des fonctions des  
jurys d'examen et la collation des grades, du 22  
août 1849;

866

Auf den Bericht Unseres vorläufig mit dem öf-  
fentlichen Unterrichte beauftragten General-Admi-  
nistrators und Präsidenten der Regierung, enthal-  
tend Vorschläge zur Ernennung der Prüfungs-  
Jury für die Verleihung der Grade;

Beschlossen und beschließen:

#### Art. 1.

Zu Mitgliedern der Prüfungs-Jury für die  
Vertheilung der Grade sind ernannt:

#### a) Für die Rechtswissenschaft:

Die Hh. München, Präsident des Obergerichts-  
und Cassationshofes;

Reucker, Rath bei demselben Hofe;

Andre, Präsident des Bezirksamtes  
zu Luxemburg;

d'Olimart, Staatsanwalt zu Luxem-  
burg;

Leon de la Fontaine, Advocat zu Lu-  
xemburg.

#### b) Für die Medicin:

Die Hh. Pondrom, Doctor der Medicin und  
Präsident des Medicinal-Collegiums,  
zu Luxemburg;

J. Th. Würth, Doctor der Medicin,  
Chirurgie und Geburtshilfe, zu Lu-  
xemburg;

Aschmann, Doctor der Medicin, Chi-  
rurgie u. Geburtshilfe, zu Luxemburg;

Seyler, Doctor der Medicin, Chirurgie  
und Geburtshilfe, zu Wiltz;

Gloner, Doctor der Medicin, Chirurgie  
und Geburtshilfe, zu Mersch.

#### c) Für die Philosophie und schönen Wis- senchaften:

Die Hh. Eyschen, Rath beim Obergerichts- und  
Cassationshofe, zu Luxemburg;

Sur le rapport de Notre Administrateur-général,  
Président du Gouvernement, provisoirement chargé  
de l'instruction publique, portant propositions pour  
la nomination des membres des jurys d'examen pour  
la collation des grades;

Avons arrêté et arrêtons:

#### Art. 1.

Sont nommés membres des jurys d'examen pour  
la collation des grades,

#### a) Pour le droit:

M. M. München, président de la Cour supérieure de  
justice et de cassation;

Reucker, conseiller à la même Cour;

André, président du tribunal à Luxembourg;

d'Olimart, procur.-d'État à id.

Léon de la Fontaine, avocat à id.

#### b) Pour la médecine:

M. M. Pondrom, docteur en médecine et président  
du collège médical, à Luxembourg;

J.-Th. Würth, docteur en médecine, en chi-  
rurgie et en accouchement à Luxembourg;

Aschmann, docteur en médecine, en chirur-  
gie et en accouchement à Luxembourg;

Seyler, docteur en médecine, en chirurgie et  
en accouchement à Wiltz;

Gloner, docteur en médecine, en chirurgie et  
en accouchement à Mersch.

#### c) Pour la philosophie et les lettres:

M. M. Eyschen, conseiller à la Cour supérieure de  
justice et de cassation à Luxembourg;



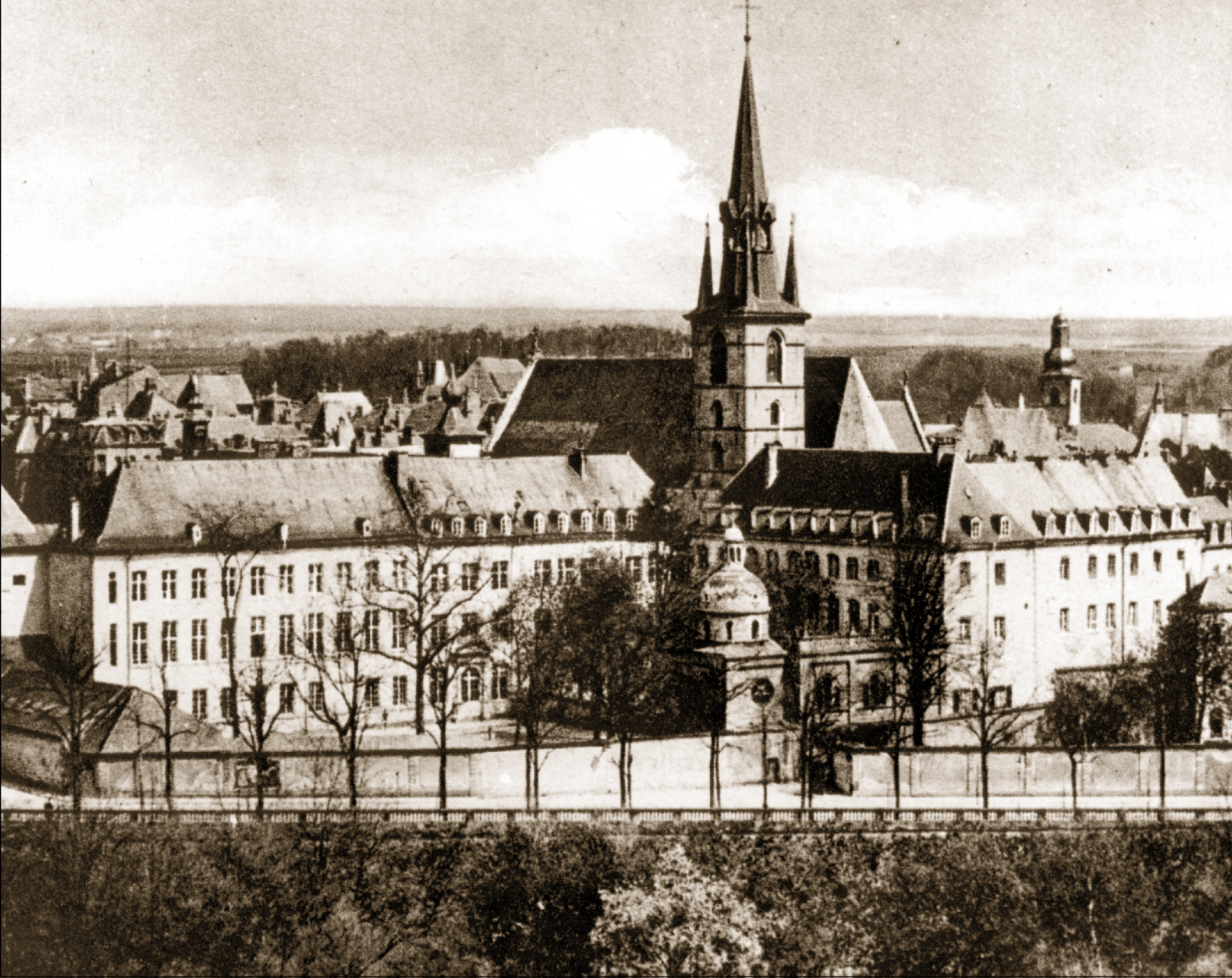
Mathias Mongenast, avocat,  
est Directeur général (ministre)  
des Finances ainsi que de  
l'Enseignement supérieur et  
moyen de 1882 à 1915. C'est la  
période où les cours supérieurs  
sont sérieusement remis en  
cause.

Faute d'un nombre suffisant  
d'enseignants qualifiés, on prend  
recours à des hommes du terrain  
respectés pour composer les jurys  
d'examen.  
(publication au «Mémorial»,  
septembre 1850)

ne s'améliorent guère au cours des années  
suivantes, ce qui anime les contemporains  
à des satires: en 1913, un journal estudian-  
tin écrit sous la rubrique «Faits divers»<sup>11</sup>:  
«Mort subite - Nous apprenons avec dou-  
leur que notre camarade Evariste Machin,  
après s'être présenté vainement trente-  
deux fois de suite à la candidature en scien-  
ces naturelles, vient de passer subitement  
cet examen et de vie à trépas, cette rupture  
dans ses habitudes ayant amené une autre  
d'anévrisme (...)». Les jurys concernés sont  
d'avis que ce taux d'échec élevé est dû sur-  
tout à la jouissance démesurée des plaisirs  
estudiantins. D'autres contemporains y  
voient des causes inhérentes au système  
luxembourgeois<sup>12</sup>: des examens qui ne font  
pas l'objet des cours suivis à l'université,  
voire des examinateurs qui, n'étant pas au  
courant du dernier stade des recherches,  
élimineraient des concurrents potentiels.

La composition des jurys, nommés par  
le gouvernement, reflète le problème de  
fond: le pays étant sans université, il ne dis-  
pose pas d'enseignants de niveau univer-  
sitaire suffisamment qualifiés. Le problème  
se pose moins pour les branches qui peu-  
vent être préparées aux cours supérieurs





La Cathédrale, l'Athénée et le Séminaire en 1898

© Photothèque de la Ville de Luxembourg

*La composition des jurys, nommés par le gouvernement, reflète le problème de fond: le pays étant sans université, il ne dispose pas d'enseignants de niveau universitaire suffisamment qualifiés.*

et dont les jurys se composent en majeure partie de professeurs dispensant l'enseignement en question jusqu'au grade de la candidature. Ceci n'empêche que leurs capacités soient vivement contestées, à l'instar de l'auteur anonyme qui se moque dans le «Luxemburger Wort»<sup>13</sup> que bon nombre d'examineurs ne seraient pas à même de passer eux-mêmes l'examen de doctorat qu'ils organisent. Mais le problème se pose surtout dans les branches pour lesquelles il y a des grades complets (candidature et doctorat) et dont l'enseignement est totalement absent aux cours supérieurs, comme le droit et la médecine et leurs branches dérivées (notariat, pharmacie, médecine vétérinaire). Pour résoudre ce problème, on recourt à des hommes engagés dans la vie professionnelle: des hauts fonctionnaires de l'Etat, des médecins établis et des notables sont nommés membres des jurys.

Malgré ses inconvénients, le système de la collation des grades a arrangé l'Etat. En témoigne le fait qu'il a été maintenu jusqu'en 1969<sup>14</sup>.

- <sup>1</sup> Friedrich -Traugott Friedemann, directeur du gymnase de Weilbourg (duché de Nassau), arrive à Luxembourg en juillet 1836 pour assimiler dans la mesure du possible l'Athénée aux gymnases allemands
- <sup>2</sup> l'article 24 stipule, de manière imprécise, que «l'Etat crée des cours d'enseignement supérieur nécessaires»
- <sup>3</sup> C.R. 1846, p. 361
- <sup>4</sup> G. Zahn, directeur de l'Athénée. Avis du 1<sup>er</sup> avril 1902, C.R. 1902-1903, annexes p. 146
- <sup>5</sup> Rapport du 1<sup>er</sup> janvier 1902 du jury pour la pharmacie, C.R. 1902-1903, annexes p. 133
- <sup>6</sup> C.R. 1891-1892, p. 656
- <sup>7</sup> 27,5 élèves en moyenne entre 1848 et 1914. Les chiffres varient considérablement d'une année à l'autre, mais montent souvent au-delà de 40 élèves à partir du tournant du siècle
- <sup>8</sup> C.R. 1903-1904, p. 177
- <sup>9</sup> le député Brincour en 1879, cité par Braunshausen, Nicolas. Un siècle de philosophie à l'Athénée. In: Un siècle de vie intellectuelle, Luxembourg 1939, p. 60
- <sup>10</sup> «Luxemburger Wort» n° 168 du 5 juillet 1867
- <sup>11</sup> «Etudiant (I<sup>er</sup>)», Journal paraissant tous les trois quarts d'heure, édition du 20 décembre 1913
- <sup>12</sup> Jury pour la médecine vétérinaire, Lettre du 21.12.1900 (A.E.L. Série IP, dossier 191)
- <sup>13</sup> «Luxemburger Wort» du 24 mars 1868
- <sup>14</sup> La loi du 18 juin 1969 le remplace par un système d'homologation des titres et grades étrangers, tandis que les cours supérieurs sont réorganisés et portent dorénavant la dénomination de Cours universitaires